ENJEU SÉCURITÉ - France-sécurité : tam-tam des médias et réalité des faits, en bas, sur le terrain

PLUSIEURS fois, avons-nous ici dénoncé le gouffre toujours plus profond entre la sphère politico-médiatique et le réel du terrain, au ras du sol, là où vivent nos concitoyens. Choquante, mystifiante ou dangereuse, cette réalité doit être clairement établie ; nous devons attester de la véracité de nos critiques. Cela, nous l'entreprenons sur quatre fronts :

- Clochardisation de la justice française, dénoncée sans trêve dans *Atlantico*,
- Frénésie déclarative de ministres multipliant les promesses médiatiques concernant toutes le futur proche - d'usage oubliées sitôt dites ("*Demain, on rase gratis*"),
- Facticité d'actes répressifs illusoire, voués uniquement à apaiser le bon peuple, devant son journal télévisé de 20 heures.
- Difficulté de diriger la politique régaliennne d'un pays éprouvant une criminalité, une toxicomanie et des trafics de stupéfiants explosifs et une réelle menace terroriste - ce que nul ne nie - en étant ministre à temps partiel, à éclipses ou mi-temps, du fait d'engagements militants exigeants, ou de destin présidentiel caressé.

JUSTICE FAMÉLIQUE - Même peu doué, tout citoyen comprend qu'en matière de police-justice, les zones ayant deux ou trois frontières sur un espace limité sont attractives pour les criminels en tout genre ; doivent donc être quadrillées par les forces de l'ordre et disposer d'une justice étoffée et équipée. Or qu'en est-il dans les faits ? Prenons la zone trifrontière France-Allemagne-Suisse. Mulhouse, 2e ville d'Alsace (105 000 habitants) et son ressort judiciaire (470 000 hab.) ont pour tout partage 11 procureurs. À 37km de là, en suisse, la ville voisine de Bâle (176 000 hab.) a 40 procureurs, dont 20 sur les affaires économiques-financières. Le canton de Bâle (498 000 hab.) dispose de 80 procureurs.

Dans ces conditions, comment réagissent les bandits ? Même les plus bornés ont une capacité cérébrale commune à tout mammifère : la méthode instinctive essayer-erreur, résolvant dans la nature l'essentiel des problèmes : le proverbe dit "chat échaudé craint l'eau froide"... Donc, les bandits (et leurs avocats) calculent ainsi : territoire de taille analogue... 80 procs' d'un côté, une dizaine de l'autre... choix vite fait. Idem à la frontière France-Belgique-Luxembourg et à celles touchant l'Espagne et l'Italie. Voilà comment la France devient un aimant pour nomades criminalisés, migrants prédateurs et autres "Mineurs non-accompagnés".

FRÉNÉSIES DÉCLARATIVES POLITICIENNES - Sur ces dernières semaines, cherchons la phrase "Gérald Darmanin veut" dans les premières pages de *Google*. Nous prenons notre Garde des sceaux comme exemple, car l'indépassable champion de tels propos, en mode feu d'artifice - mais d'autres ministres le talonnent de près. Dans son cas, on trouve cela : Accélérer... Allonger... Bousculer... Confisquer... Créer... Définir... Démarrer... Désengorger... Déterrer... Diminuer... Dissoudre... Donner... Élargir... Emprisonner... Engager (un travail) ... Étendre... Être (*plus dur*) ... Frapper... Généraliser... Harceler... Importer... Isoler... Lutter... Nettoyer... Ouvrir (*une nouvelle page*) ... Pallier (à) ... Peser ... Plus (*de clarté, de moyens*) ... Prolonger... Réimposer... Rendre (*plus rapide et ferme*) ... Repérer... Retirer... Saisir... Sortir... Stopper... Taper (*au portefeuille*), etc. Voilà ce que veut, souhaite, envisage, M. Darmanin, pour l'avenir vaguement proche. Tout ou partie de ces espoirs ministériels ont-ils une chance, même maigre, de se concrétiser ? Pas sûr.

Effet concret de rodomontades-dissolution du même. Rennes et son groupuscule antifa-activiste "Défense collective", Defco ; d'abord, tam-tam médiatique de M. Darmanin (ministre de l'Intérieur) en mode "Ordre républicain sans faiblesse... Autorité... Groupe extrêmement dangereux... ". Defco est dissous au Conseil des Ministres du 3 avril 2024 : "Provoque et participe à des manifestations armées ou des agissements violents à l'encontre des personnes et des biens". Or Defco est une association de fait, jamais déclarée - donc cette dissolution est factice. Mais même ça, le Conseil d'État le rejette et annule ensuite la dissolution-bidon en des termes sévères : "Doutes sérieux" sur la légalité de la dissolution... Excès de pouvoir... Pas de preuves suffisantes de risques à l'ordre public"... Silence de M. Darmanin, passé entre temps à d'autres performances propagandistes.

MINISTRES À ÉCLIPSES - La justice et l'Intérieur sont les plus redoutables des ministères de la Ve République. Ils couvrent l'essentiel du régalien intérieur, infinité de champs tous piègeux et complexes. Exemple : l'Intérieur est en fait la somme de trois ministères : sécurité, maillage territorial et cultes. L'auteur voit fonctionner ces ministères depuis un demi-siècle. Les piloter est harassant, exige une mobilisation mentale totale et des réflexes fulgurants ; à tout instant, tout fait d'allure anodine, mal compris ou analysé ; toute décision fautive, peuvent tourner à la catastrophe, au drame, au désastre. Nul ne doute des capacités quasi-surhumaines de MM. Retailleau ou Darmanin ; quand-même : on tremble un peu à les savoir haranguant les militants de telle bourgade, ou "passant beaucoup de temps" avec l'équipe d'une future campagne présidentielle. La sécurité de la France mérite mieux et plus. Affirmation en l'air ? L'auteur attend sereinement le résultat d'un sondage sur ce point. ●